

Zeitschrift: Arbido
Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz
Band: 17 (2002)
Heft: 5

Artikel: Archivistes et historiens II
Autor: Roth, Barbara
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-768723>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Archivistes et historiens II

■ Barbara Roth

Rédactrice *Arbido* pour l'AAS
Membre du Comité de l'AAS
Conservatrice des manuscrits
à la Bibliothèque publique
et universitaire de Genève



Fin 2001, les Archives fédérales ont consacré le numéro annuel de leur revue *Etudes et sources* à un thème qui, tout en étant classique, donne matière à de nouveaux éclairages depuis une dizaine d'années en Suisse: *Les Archives et l'écriture de l'histoire* (*Archive und Geschichtsschreibung, Studien und Quellen*, 27, 2001).

Pour le traiter, le rédacteur, Gérald Arlettaz, qui signe aussi une introduction expliquant la finalité du volume et présentant son contenu, a fait appel à différents partenaires: à des historiens, à des archivistes, bien entendu, mais aussi à deux journalistes et un philosophe.

Deux fils conducteurs sous-tendent ce numéro thématique et s'entrecroisent; l'un est lié à l'actualité: il s'agit de la prise de conscience, parmi les historiens, de leur position dans la société, voire de leur responsabilité sociale dans le cadre des travaux de la commission d'experts indépendante (commission Bergier) et plus largement des recherches sur l'attitude de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale.

La question du rôle des archivistes comme acteurs dans ces recherches est moins amplement traitée.

L'autre fil conducteur donne lieu à des développements nuancés, voire, par moment, modérément polémiques. Il s'agit du nœud de relations à deux, à trois, à quatre, entre historiens et archivistes, entre historiens et Etat, historiens et société, historiens et médias, historiens/archivistes/Etat, historiens/archivistes/société, etc., relations qui sont souvent dominées par des malentendus.

La relation la plus simple, si l'on peut dire, est celle qu'inspire le titre du volume, c'est-à-dire celle entre historiens et archivistes.

Plusieurs auteurs l'abordent, en faisant appel à l'histoire des deux professions et à leurs méthodes respectives de travail (B. Förster, B. Muller, A. Kellerhals).

Alors que B. Muller, en sa qualité d'historien plongé dans une recherche sur les développements du savoir historique aux XIX^e et XX^e siècles, insiste sur ce qui différencie archivistes et historiens, A. Kellerhals, au

contraire, souligne ce qui les rapproche et plaide en faveur de collaborations nouvelles à trouver, dans une société où le fondement juridico-administratif de l'utilité des archives cède le pas à l'argument socioculturel (alors que, au sein de la profession, c'est plutôt le chemin inverse qui est emprunté).

Les archivistes des Archives fédérales (C. Graf, A. Kellerhals) se prononcent résolument pour la mise en valeur, par les archivistes eux-mêmes, des documents qu'ils conservent, par des publications de sources, d'instruments de travail ou d'études historiques, mandat que leur reconnaît d'ailleurs la nouvelle loi fédérale sur les archives.

Le rôle social des Archives est au centre des développements de H. Siegenthaler et de C. Graf, pour le premier sur un plan théorique, pour le second dans le cadre de l'activité historiographique des Archives fédérales, axée autour de la notion de «lieu de mémoire».

Placé au cœur de plusieurs articles, le rôle de l'historien, entre Etat et société, est plus largement traité, sous l'angle de sa responsabilité ou de l'attitude qu'il devrait adopter.

J. Fisch fait le point de la question de l'impossible «vérité» historique, étudie la situation de l'historien «officiel» mandaté par l'Etat, et compare les méthodes d'enquête respectives de la justice et de l'histoire, les premières étant beaucoup plus restrictives et ciblées que les secondes.

Puisant dans son expérience personnelle, A. Fleury conseille à l'historien de répondre «présent» quand l'Etat l'appelle à s'exprimer, tout en étant conscient des pièges qui le guettent. Il s'agit de ne pas laisser le terrain aux «apprentis sorciers».

Dans le même contexte, il aborde la question des relations avec les médias, que T. Maissen, dans un article intitulé «Archivare des kommunikativen Gedächtnisses», traite de manière approfondie et rafraîchissante.

Nourri de sa double activité de journaliste et d'historien, Maissen compare les méthodes de travail des uns et des autres, en se fondant sur les notions très suggestives de mémoire culturelle et de mémoire communicative (Halbwachs/Nora/Assmann), et en éclairant les raisons pour lesquelles les résultats des recherches académiques sur la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale ont connu un impact faible et différé. Pour lui, les médias jouent le rôle de véritables archivistes de la mémoire communicative.

La lecture de cet article est salutaire pour les historiens tentés par le repli sur leurs universités.

Deux articles, celui de F. Kahlenberg sur l'évolution des Archives publiques depuis la réunification de l'Allemagne, et celui de P. Busse et D. Unverhau sur les archives de la Stasi, mettent en lumière le laboratoire exceptionnel que forme l'Allemagne.

Dans la fusion entre deux traditions archivistiques séparées par des conceptions fondamentalement différentes (dans l'ex-DDR les archivistes devaient remplir le rôle d'agents de propagande et de surveillance), et pourtant réunis par des pratiques professionnelles proches, surgissent toutes les questions cruciales qui se posent à la fois aux historiens et aux archivistes.

Les historiens allemands doivent aujourd'hui contribuer à forger une nouvelle identité nationale, alors que les archivistes se rendent compte à quel point les documents, dans le contexte allemand, revêtent une importance existentielle pour grand nombre d'individus.

C'était une excellente idée de faire appel à ces collègues allemands, dont les problèmes, qui peuvent au premier abord paraître assez particuliers, font pourtant réfléchir à nos pratiques.

S'appuyant sur sa longue expérience de chercheur, G. Kreis n'hésite pas à aborder un sujet qui donne souvent lieu à des frictions entre archivistes et historiens, celui des délais de consultation.

Tout en saluant la tendance à la libéralisation de l'accès aux archives, Kreis conclut, d'une part, qu'il ne faut pas trop en attendre, d'autre part que pour maintenir les bonnes relations entre archivistes et historiens, les règles du jeu doivent être claires (les archivistes ne doivent pas exploiter des documents non encore accessibles aux chercheurs) et l'engagement déontologique des uns et des autres irréprochable.

Il n'est pas possible de citer tous les auteurs et tous les articles parus dans *Etudes et sources* de 2001, et l'on me pardonnera de passer sous silence l'une ou l'autre contribution, pourtant importante.

L'on retiendra que ce volume forme un bilan de la réflexion des historiens et des archivistes suisses sur leur rôle au sein de l'Etat et dans la société, au début du XXI^e siècle, ainsi qu'une sorte de portrait historiographique «à chaud» de la Suisse d'aujourd'hui.

Il serait intéressant de revenir sur le même thème dans une décennie, tant paraissent maintenant étroits les liens entre histoire, archives, actualité politique et accélération de l'évolution de la société de communication. ■